



99 bis Avenue du Général Leclerc – 75014 PARIS

Site : <http://www.sitecommunistes.org>

Hebdo : hebdo@sitecommunistes.org

E'mail : communistes@sitecommunistes.org

28/09/2021

Résumé des questions économiques et sociales.

Semaine n° 37 du 28 septembre 2021

France

Cordenaïs : La lutte pour une énergie 100 % publique continue.

Le report du projet de démantèlement d'EDF annoncé par le gouvernement est une victoire de la lutte pour une énergie 100 % publique, mais ce n'est qu'une étape. L'excuse environnementale et climatique n'est pas complètement mise de côté par le gouvernement Macron, mais les salariés n'en sont pas dupes.

Le débat politique fait rage et va se poursuivre dans les prochains mois avec la campagne des élections présidentielles. Face aux projets ultralibéraux de casse du secteur de l'électricité et du gaz, les salariés avec leur syndicat CGT se font entendre pour porter haut et fort leurs revendications !

Le PPE (Programme Progressiste de l'Energie) doit en être le cœur.

Pour l'avenir du service public de l'énergie et pour la transition énergétique, les salariés, avec leurs syndicats portent des projets industriels ambitieux et économiquement réalisables comme à Cordenaïs, à Gardanne, à Photowatt, à la Rance ...

Pour cela, dans la continuité des actions menées avant l'été et la suspension du projet Hercule, contre le démantèlement du service public de l'énergie, la lutte doit continuer et s'amplifier.

Gare de Montpellier : Bureau d'embauche des cheminots en gare de Montpellier.

Un problème, une solution ! Le syndicat CGT des cheminots a décidé de prendre « *au mot la direction* » et a organisé, le lundi 20 septembre « *un bureau d'embauche en gare* ».

Alors que le syndicat dénonce, depuis plusieurs années, le manque d'effectifs dans les gares et dans les trains, la direction « *justifie le peu d'embauches concédées, par un manque de candidats* ».

Pour les cheminots et les syndicalistes, les embauches actuelles ne « *couvrent pas les réels besoins pour assurer un service public des transports de qualité et en adéquation avec les attentes des usagers* ».

67 postes sont à pourvoir : le syndicat CGT des cheminots de Montpellier a donc décidé de tenir « son bureau d'embauche afin de récolter des CV pour pourvoir à des postes de contrôleurs, conducteurs et agents en gare ».

L'initiative des cheminots de Montpellier est identique à celle réalisée par les territoriaux à la mairie de Nantes.

Arc en Ciel : Les 130 salariés de l'entreprise sous-traitante de nettoyage de Jussieu en grève.

Depuis mardi 14 septembre, les 130 salariés chargés du nettoyage à Sorbonne-Université sont en grève à 100 % en raison des conditions de travail dégradées suite au changement de l'entreprise sous-traitante. Les salariés font un travail difficile en s'efforçant de le faire au mieux, il est inacceptable que leur nouvel employeur cherche à augmenter gratuitement la charge de travail, complique leur quotidien par des changements de postes dangereux, des horaires fractionnés et supprime des postes.

La nouvelle entreprise sous-traitante est obligée de garder l'ensemble des salariés de la précédente entreprise, au moins dans les mêmes conditions. A cette occasion il doit être mis fin aux temps partiels imposés.

C'est à la direction de l'Université, donneur d'ordre, de s'en assurer. Le président de l'Université est obligé de garantir la santé et la sécurité des salariés dans tous les aspects liés au travail. Le recours aux entreprises de sous-traitance est une solution coûteuse, inefficace et difficile pour les salariés. Il est urgent d'intégrer ces personnels au sein des établissements par une vaste campagne de titularisation et mettre fin à l'externalisation.

Notre parti révolutionnaire Communistes a distribué un tract exprimant notre soutien total à leur lutte pour la satisfaction de leurs légitimes revendications. La lutte en cours, dans une grève unie s'ajoute à toutes les luttes que

mènent les salariés pour leurs droits : et tout particulièrement les salaires, l'emploi, l'abandon et l'abrogation des réformes des retraites et de l'assurance chômage.

Notre parti dans son message de soutien s'est exprimé ainsi: "*Votre lutte est partie intégrante de celles de tous les salariés, la convergence dans le mouvement interprofessionnel et intersyndical du 5 octobre est une absolue nécessité pour faire reculer les patrons et le pouvoir à leur service. Les militants de notre parti de la cellule Université-Recherche sont à vos côtés et feront tout ce qui est possible pour populariser votre action et vous aider dans votre lutte*".

L'action a payé et le patron a dû céder. Les salariés ont décidé de mettre fin à leur mouvement sur une victoire!

AZF : 20 ans après, les risques industriels majeurs sont toujours là !!!

Le 21 septembre 2001 à 10 h 17, une énorme explosion pulvérisait l'usine AZF (groupe Total) à Toulouse. L'usine est rasée, l'agglomération entière est sinistrée, avec un bilan matériel et humain lourd : 31 personnes décédées, 20 000 blessés, 89 établissements scolaires touchés par l'explosion. Aujourd'hui, 20 ans après, de nombreuses victimes subissent encore les séquelles de cette catastrophe.

Après une longue procédure judiciaire terminée en 2019, avec des peines frisant le ridicule pour les directeurs de Total, même s'ils sont reconnus responsables. La stratégie mise en œuvre par Total, le morcellement du travail, le recours à une sous-traitance et à la réduction des coûts pour une logique de profit maximum, au détriment de la sécurité des salariés et de la population doivent cesser.

AZF n'a pas servi de leçon, le gouvernement Macron, en la matière ne prend pas les bonnes mesures de la situation, en assouplissant la réglementation sur l'implantation des sites dangereux via la loi d'accélération et de simplification de l'action publique sur l'installation des usines classées Sévésco haut-niveau. Le ministère du travail entend faire de même avec la réglementation sur les risques chimiques et cancérigènes.

L'incendie de l'usine Lubrizol à Rouen le 26 septembre 2019 en est aussi la démonstration, tout comme une « fuite de 150 000 litres d'acide chlorhydrique » sur la Zone Industrielle d'Amiens (dont les médias n'ont même pas daigné parler) dans l'usine Ajinomoto (nourriture pour animaux), classée site Sévésco haut-niveau également.

Un droit de contrôle des salariés doit être réalisé avec la remise en place des CHS-CT, couvrant également les travailleurs des PME et des TPE. Les lanceurs d'alerte dans ces usines à hauts risques doivent être écoutés et non réprimés.

Les ministères concernés doivent exiger un renforcement des moyens humains et juridiques des Inspecteurs du Travail, des Inspecteurs de l'Environnement, qui doivent être acteurs d'un système imposant à tous les exploitants la priorité de la préservation de la vie avant une course effrénée aux profits des grands groupes capitalistes.

Gagner le droit à la sécurité au travail passe par la mobilisation de tous les salariés. C'est pourquoi notre parti révolutionnaire Communistes appelle l'ensemble des salariés, agents de la fonction publique, les retraités, privés d'emplois à se mobiliser et agir par la grève et les manifestations le 5 octobre.

Bergams à Grigny : Grève contre la baisse des salaires.

Mis en place en période de Covid, les accords qui ont engendré une baisse de salaire des employés, sont aujourd'hui contestés.

6 jours de grève et la détermination reste intacte. L'unité de production Bergams est à l'arrêt. Spécialisée dans la confection de sandwiches, de salades et de plats cuisinés ultra-frais pour Air-France, Starbucks, les boutiques Relay, la société employant 300 personnes à repenser son « *modèle économique* » lors de la crise sanitaire, et naturellement sur la paie et les conditions de travail des salariés.

10 mois après la mise en place d'un accord de « performance collective » permettant de modifier la durée du travail et la rémunération des salariés, ces derniers tirent la sonnette d'alarme.

Sur le piquet de grève, devant l'entrée du site, une salariée déclare « avant cet accord je gagnais 1750 euros brut », depuis mon salaire est tombé à 1593 euros. Nous avons également perdu des primes, « *en moyenne je perd 320 euros par mois* ».

On travaille plus pour gagner moins.

Le temps de travail est passé de 35 h à 37,5 h résume le délégué syndical CGT, l'activité économique reprend, le carnet de commandes se remplit et les salariés produisent. Ces accords passés par le chantage à l'emploi n'ont plus lieu d'être.

Divisés lors de la signature, les syndicats affichent désormais leur union. « *Aujourd'hui le dialogue est complètement rompu avec la direction* » déclare le délégué CFTEC, et c'est majoritairement (75 % du personnel en grève) dans la lutte que nous allons manifester dans les rues de Grigny.

Gare du Nord 2024 : La stratégie de l'échec !!!

L'abandon du projet a été acté par les différents CA de la SNCF. C'est un énième fiasco financier qui interroge sur les responsabilités des partenaires donneurs d'ordres de ce projet. Depuis 2019, la Société Anonyme Gare du Nord 2024 (CEETRUS à 66 % et SNCF à 34 %), concessionnaire et maître d'ouvrage, tergiverse à choisir les partenaires industriels. Le modèle économique et le concessionnaire choisis ont fait preuve, depuis le début du projet, de leur incapacité à répondre aux besoins ferroviaires, aux délais impartis et aux financements.

La croissance des flux de voyageurs, actuelle et à venir nécessite au-delà des événements sportifs, une modernisation et une amélioration de l'accueil et de la gestion des flux de voyageurs.

L'éclatement du système ferroviaire public conduit à des « montages publics-privés » qui n'ont rien à voir avec l'amélioration des gares et des infrastructures.

Faire du fric plutôt que du Service Public : voilà la cause du fiasco !!!

La Gare du Nord (la plus grande d'Europe), sous l'impulsion de la filiale immobilière CEETRUS, du groupe AUCHAN, devait être transformé en véritable centre commercial.

Au budget initial de 50 millions d'euros, sont venus s'ajouter des surcoûts de travaux, des coûts supplémentaires de maîtrise d'œuvre, des retards et des « *frais financiers* » atteignant le montant astronomique de « *1,5 milliard d'euros* », alors que le 1^{er} coup de pioche n'est pas encore donné.

Ni les usagers, ni les cheminots ne doivent payer la facture !

Les partenariats publics-privés sont une arnaque qui vise, dans les faits, à se servir dans la caisse sans grand risque !!!

Le temps viendra de déterminer les responsabilités individuelles et collectives de celles et ceux qui, aujourd'hui ou hier, se sont enfermés dans ce projet délirant se terminant en accident industriel majeur.

Le syndicat CGT des cheminots revendique que ce type de projet soit intégralement pris en charge par l'entreprise publique SNCF et ses salariés, ayant pour but l'amélioration des conditions d'accueil et de transport des usagers, déconnectées des machines à fric que représente la transformation des installations ferroviaires en espaces commerciaux.

Monde

Argentine : Plusieurs dizaines de milliers de personnes ont manifesté contre la crise économique qui sévit dans le pays.

« *A bas l'ajustement, dehors le FMI* », « *aucun salaire en dessous du panier de base* », « *du vrai travail* ».

C'est derrière ces slogans que plusieurs dizaines de milliers de personnes ont manifesté à Buenos Aires pour réclamer de meilleures conditions de vie au gouvernement de centre gauche du président Alberto Fernandez. Une mobilisation à l'appel des syndicats et mouvements de gauche, suivie par de nombreux habitants des quartiers populaires de la capitale et d'autres grandes villes, réclamant des emplois et plus d'aides pour faire face aux conséquences économiques de la pandémie du coronavirus.

Cette mobilisation survient au milieu d'une crise politique profonde, précédant les élections législatives du 14 novembre prochain.

Sur notre site à propos des salaires:

<https://www.sitecommunistes.org/index.php/france/politique/1590-unir-et-lutter-pour-augmenter-les-salaires-en-finir-avec-la-pauvrete>